

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/CZE/22/Rev.1
8 janvier 2001

(01-0048)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

NOTIFICATION DE MESURES D'URGENCE

Révision

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>RÉPUBLIQUE TCHÈQUE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:
2.	Organisme responsable: Ministère de l'agriculture, Administration nationale des affaires vétérinaires
3.	Produits visés (Prière d'indiquer le (les) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant). Bovins et certains produits d'origine bovine Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable: France, Portugal, Pays-Bas, Danemark, Belgique, Espagne, Irlande, Luxembourg et Allemagne
4.	Intitulé et nombre de pages du texte notifié: Information urgente – VET/378/00 (1 page) – Texte modifié par une information urgente (VET) ultérieure
5.	Teneur: Mesures de protection liées à l'encéphalopathie spongiforme bovine
6.	Objectif et raison d'être: [X] innocuité des produits alimentaires, [X] santé des animaux, [] préservation des végétaux, [X] protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, [] protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites
7.	Nature du (des) problème(s) urgent(s): Mesures nécessaires pour prévenir l'introduction de l'encéphalopathie spongiforme bovine en République Tchèque.
8.	Il n'existe pas de norme, directive ou recommandation internationale []. S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, en donner la référence correcte et indiquer brièvement en quoi le texte notifié est différent: Code zoosanitaire international, chapitre 3.2.13
9.	Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles: Information urgente de l'Administration nationale des affaires vétérinaires de la République tchèque (disponible en anglais)
10.	Date d'entrée en vigueur/période d'application (le cas échéant): 1 ^{er} décembre 2000
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu et organisme ou autorité désigné pour traiter les observations: [X] autorité nationale responsable des notifications, [X] point national d'information ou adresse, numéro de télécopie et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme: